

« PETITES » ECOLES DE COMMERCE

Pourquoi pas !

Moins glamours que les Sup de Co, certains de ces cursus à bac +3 ont presque les mêmes atouts. D'autres, sont une option à étudier.

€ Salaire

22 000 euros

à 27 000 euros par an en moyenne.

On les appelle des « bachelors ». Ce ne sont pas des célibataires, mais des **programmes courts des écoles de commerce**. Ces bac +3 tiennent leur nom d'un diplôme anglo-saxon répandu, tant en Grande-Bretagne qu'aux Etats-Unis. Quasi-inconnus voici une dizaine d'années, ils ont désormais le vent en poupe. Coûteux, mais mécaniquement moins chers qu'une école en cinq ans, ils surfent sur le formidable appétit des entreprises pour les jeunes commerciaux de tous poils et offrent pour une poignée d'entre eux de belles carrières. **Mais attention, il y a bachelor et bachelor.** Si quelques-uns mènent à des jobs de très bon niveau, pour les autres, il s'agit souvent de postes commerciaux de terrain – autrement dit de vendeur. « *Nous ne faisons pas de grande différence entre un BTS Force de vente, un DUT Tech de Co et*

ces diplômes-là, sauf si le candidat peut démontrer une réelle expérience internationale », prévient ainsi Pierre-Emmanuel Dupil, directeur général du cabinet de recrutement Michael Page, en charge de la division commerciale et marketing.

Plus sélectives que les bac +5 !

Malgré ces grandes disparités, les bachelors ont la cote auprès des étudiants grâce à l'appellation fourre-tout « école de commerce », perçue comme plus prestigieuse que les BTS, DUT ou la fac. Résultat, les candidats sont de plus en plus nombreux. Ainsi, le réseau des **EGC** (Ecoles de gestion et commerce) qui rassemble 27 établissements adossés aux chambres de commerce et d'industrie observe une progression continue : +20% ces cinq dernières années. Idem pour le « Bachelor in Management » de l'ESC Toulouse : « *En deux ans, le nombre de candidats a pratiquement doublé. Nous en sommes aujourd'hui à 650 pour 280 places* », évalue Caroline Hermet, la directrice du programme. Du coup, ces concours se révèlent globalement **plus sélectifs que ceux des grandes écoles !** En effet, à l'issue des classes prépas commerciales, les concours offrent un nombre total de places à peu près équivalent à celui du nombre de candidats, ils opèrent plutôt comme un classement.

Comment y entrer ?

Il faut donc **réussir un concours**. Le plus souvent épreuves écrites (tests de logique, synthèse de documents, épreuves de langues) et entretien. Le niveau peut se révéler élevé : « *En 2008, la moitié de nos candidats avait une mention au bac* », explique Georges Pouzot le directeur de l'Isam d'Amiens. Les écoles les plus réputées recrutent pour l'essentiel des bacheliers ES et S. Ainsi, à Advancia, ils représentent 70% des intégrés, 80% dans le bache-

Témoignage

« Le salaire d'un bac +5 »

Vittorio. « *Après le bac, j'avais entendu parler de l'ESAM et je n'ai pas hésité. Je ne voulais pas d'un simple bac +2 car je n'avais pas envie de me spécialiser trop vite et, d'un autre côté, je ne me voyais pas pousser jusqu'à un bac +5. Donc, c'était l'idéal. Pendant mes stages, j'ai touché à plusieurs secteurs : l'immobilier, la grande distribution, puis la banque. C'est dans ce dernier secteur que j'ai décidé de faire ma 3^e année en apprentissage à la Caisse d'épargne. A la fin de l'année, la proposition d'embauche est tombée naturellement, mais je l'ai déclinée car il s'agissait d'un poste de conseiller clientèle auprès de particuliers ; or, je voulais utiliser ma spécialisation en analyse financière. J'ai décroché un poste de conseiller grand compte auprès d'entreprises brassant un chiffre d'affaires conséquent, après une formation complémentaire dispensée par l'entreprise. C'est un challenge, mais aujourd'hui je ne regrette pas car mon salaire n'a rien à envier à celui d'un bac +5 !* » ■

7 exemples de programmes bachelors

	Nombre de candidats 1 ^{re} année	Nombre de places 1 ^{re} année	% de pros intervenant dans la formation	Elèves apprentis	Elèves partant à l'étranger	Coût total de la scolarité	Taux de poursuite d'études	Rapidité d'insertion prof.	Salaire annuel moyen (en €)
ESAM-Amiens	300	120	30 %	32 %	60 %	13 200	90 %	100 % immédiat.	27 000
Bachelor in management ESC Toulouse	650	280	70 %	0 %	100 %	18 600	NC	97 % en 6 mois	28 000
EGC St-Lô	124	40	60 %	45 %	100 %	7 485	40 %	100 % en 3 mois	27 000
Négocia. Bachelor marketing et affaires internationales	543	160	50 %	0 %	29 %	19 200	80 %	80 % en 6 mois	25 000
ISPP Rouen	180	110	40 %	30 %	40 %	13 500	30 %	90 % en 3 mois	27 000
Advancia. Bachelor management et entrepreneuriat	534	130	40 %	50 %	95 %	18 600	50 %	89 % en 6 mois	23 000
Sup-TG Bordeaux	226	60	30 %	0 %	100 %	17 700	75 %	67 % en 2 mois	29 100

bon à savoir

• Comme les DUT, plusieurs de ces bachelors (diplôme visé par l'Éducation nationale ou tutelle d'une grande école) permettent à la fois de décrocher un diplôme apprécié par les recruteurs, et de poursuivre à bac +5.

le conseil de l'Obs

• Les grandes entreprises connaissent souvent mal ces cursus, qu'elles n'identifient pas très bien. La plupart des diplômés se casent dans des PME ou PMI, souvent dans leur région de formation. Bon à savoir avant de s'engager.

lor de l'ESC Toulouse. Pour les EGC, il s'agit d'un concours commun. Et plusieurs de ces programmes sélectionnent leurs candidats au sein de **banques d'épreuves communes**. Comme «Ecris-tart» qui permet de postuler aux bachelors de plusieurs ESC (Bordeaux, Rouen, Reims, Euro-med Marseille...). La Banque Atout +3 ouvre elle la porte de 9 établissements, notamment ceux de la chambre de commerce de Paris : Advancia et Négocia (et leurs antennes de province les ACI), très réputés, mais aussi l'ISAM Amiens et l'École de commerce Atlantique de Nantes.

Avez-vous le profil ?

Ces écoles avec des **programmes polyvalents**, avec des spécialisations qui se dessinent au fur et à mesure du parcours, conviennent particulièrement à celles et ceux qui visent le métier de commercial sans projet très précis et souhaitent **entrer rapidement dans la vie active**. Comme Vittorio : «*Pas question de me lancer dans cinq années d'études et encore moins de passer par deux ans de prépa*», raconte-t-il (voir témoignage p.32). Elles conviennent aussi particulièrement à celles et ceux qui visent le commerce international – grâce à des stages, années césure et échanges universitaires... «*Pour se donner un profil international, il faut avoir passé un semestre dans une université étrangère, ou bien afficher deux stages longs de six mois hors de nos frontières. C'est une réelle plus value sur le CV*», assure Pierre-Emmanuel Dupil. Mais attention, en dessous de ces durées, ça compte pour du beurre auprès des recruteurs. A bon entendre...

Quel rapport qualité-prix ?

Proposés dans des établissements privés, les bachelors coûtent cher – **jusqu'à 6000 euros l'année** –, pour une qualité d'insertion qui varie à la sortie... Il est difficile en effet de faire la part des choses parmi les centaines d'écoles en trois ans sans prépa qui fleurissent sur le marché. Si certains programmes sont très cotés, d'autres n'offrent rien de plus qu'un bon BTS ou DUT, que ce soit en terme de poste et de salaire à la sortie. Ils peuvent même se révéler moins porteurs que certaines licences professionnelles qui elles, ne coûtent que les simples droits universitaires. Il faut donc regarder de très près l'offre de chaque programme avant de se lancer. Affiner son projet et étudier de près l'offre de chaque école.

Le plus du visa Education nationale

L'Éducation nationale a accordé son «visa» à certains de ces cursus au fil des ans. Une garantie de sérieux, mais aussi, **la validation d'un réel bac +3**

pour les diplômés qui peuvent ensuite poursuivre en master s'ils réussissent les concours d'admission parallèle ou bien à l'université. Une stratégie choisie par nombre d'étudiants, parfois de façon très délibérée comme Charlotte, diplômée de l'Esiam Cholet, adossé au groupe ESSCA. Lauréate d'une bourse au mérite, elle a saisi l'opportunité. Assurée de disposer ainsi d'un bon passeport pour le marché de l'emploi, mais avec l'objectif de pousser à bac +5. Elle est aujourd'hui étudiante en master de sciences politiques à la fac. «*J'ai choisi l'Esiam pour son ouverture à l'international, mais aussi comme un tremplin car j'ai toujours eu l'intention de poursuivre mes études après*», explique-t-elle.

Les **programmes adossés à des grandes écoles** représentent eux aussi un bon choix. Comme Sup TG Bordeaux, proposé par la Bordeaux management school (BEM); l'ISPP Rouen du groupe ESC Rouen ; ou encore du Bachelor in Management de l'ESC Toulouse. Leurs étudiants bénéficient du corps enseignant des ESC, mais aussi des nombreux partenariats noués avec les entreprises et les universités étrangères, bref de tous les moyens de ces groupes. «*Une assurance qualité*», explique Pierre Emmanuel Dupil chez Michael Page. «*C'est aussi une façon de sortir du lot car les programmes Bachelor sont de plus en plus nombreux*.» Enfin, certaines de ces écoles sont **positionnées sur des niches** grâce à des partenariats locaux. Comme l'ISPP de Rouen dans le domaine de la logistique avec le port de Rouen : «*Dans ce secteur, les besoins en cadres intermédiaires sont forts, nous avons chaque année plus d'offres de stages que d'étudiants*», assure Anne Prévost, la directrice de l'école.

Quels sont leurs points faibles ?

Tout d'abord leur coût ! Jusqu'à 6000 euros par an dans certaines écoles... A ce prix, mieux vaut être certain du retour d'investissement et des débouchés possibles. Dans certains établissements cependant, les candidats du cru bénéficient d'aides financières régionales. C'est le cas à l'Isam où les deux premières années ne coûtent aux Picards que 250 euros an au lieu de 4400 euros ! Pour alléger la facture, il est aussi parfois possible de poursuivre sa scolarité sous le statut d'apprenti. Les étudiants qui font ce choix ne payent pas leur scolarité et sont rémunérés. A la sortie, ils s'insèrent aussi souvent plus facilement, mais il faut mettre les bouchées doubles pendant trois ans. Autre bémol, on trouve vraiment **des programmes de qualité très disparates** et qui, pour certains, ne justifient vraiment pas l'investissement réclamé. Enfin, même les meilleurs de ces bac +3 ne tiennent pas la distance face au bac +5 lorsqu'il s'agit d'accéder à certaines fonc-

tions, notamment le marketing, ou encore pour séduire les grandes entreprises multinationales.

Quels sont les débouchés ?

Pas de chômage pour les diplômés en commerce ou presque depuis plusieurs années, quel que soit le cursus. Les bachelors ne font bien sûr pas exception, mais postes et salaires se révèlent extrêmement variables d'un établissement à l'autre. Ils oscillent entre **22 000 et 27 000 euros brut par an**. Le métier visé joue également. Les diplômés spécialisés en banque ou finance n'ont aucun mal à se caser, mais c'est moins vrai dans les filières plus généralistes (management, marketing...) où les bac +5 sont nettement mieux placés. Enfin, un aspect pose question, c'est **le fort pourcentage de poursuites d'études** enregistré dans certaines écoles... Parfois jusqu'à 80% de la promo ! Faute de trouver un poste ou choix délibéré pour décrocher un master en ayant évité la classe prépa ? Tous les cas de figure existent mais certains reconnaissent avoir eu du mal à se caser avec leur Bachelor, comme Violaine : *« J'ai cherché un poste de commerciale dans le secteur de la beauté et de la mode, en vain. Je me suis même dit que j'aurais mieux fait de faire un BTS en alternance... C'est pourquoi j'ai finalement choisi de continuer mes études »*, raconte-t-elle.

Stages et séjours à l'international : les « plus »

L'international est longtemps resté l'apanage des grandes écoles, tandis que les cursus courts, à l'identité régionale forte autant dans le recrutement de leurs étudiants que dans leurs débouchés professionnels, insistaient davantage sur les stages. Aujourd'hui, si l'accumulation de stages reste le cœur de leur pédagogie, le passage à l'étranger est de plus en plus courant, voire obligatoire. C'est même la spécialité des ACI (Académie commerciale internationale), avec l'apprentissage de deux à trois langues et un trimestre à l'étranger pour tous dès la première année. *« C'est rare de pouvoir partir si tôt, il faut un bon niveau de langue »*, reconnaît Benjamin Leprince, 25 ans, passé par l'ACI Paris avant de continuer ses études à Négosup, pour décrocher un master. Dans les EGC, c'est en deuxième année que les étudiants peuvent effectuer leur séjour à l'étranger, pendant deux mois. Mais attention : ce réseau de 27 écoles est encore hétérogène. Toutes n'offrent pas les mêmes opportunités, même si beaucoup d'accords d'échanges sont mutualisés. Ainsi, l'EGC marseillaise est fière d'afficher un taux de 60% d'étudiants titulaires d'un double diplôme, ce qui n'est pas le cas partout. Côté expérience professionnelle, les trois années

Insertion

Que deviennent les diplômés des EGC ?

Selon une étude menée par le réseau des EGC sur le devenir de leurs étudiants sortis entre 2002 et 2006, plus de 50% se casent en moins de deux mois, et 90% ont trouvé un emploi après six mois. Dans leur immense majorité, ils occupent des postes d'attachés commerciaux : en TPE ou PME, dans des agences bancaires et d'assurance (12%) et dans le secteur des services, notamment dans la prestation de services informatiques. La grande distribution absorbe elle aussi une bonne partie des diplômés (14%), à des postes de chef de rayon ou de responsable de point de vente. Le salaire moyen indiqué par cette étude est de 20 000 à 23 000 euros brut annuels, et il faut environ deux ou trois ans avant d'atteindre un niveau de cadre. Malgré tout, la poursuite d'études est une option de plus en plus prisée : si elle ne concerne, en moyenne, que le quart des diplômés EGC, cela monte à 67% à l'ACI Paris et 75% à l'Isam d'Amiens... ■

d'études en EGC sont entrecoupées de plusieurs stages allant de un à quatre mois. Le premier, appelé « stage ouvrier », permet de se familiariser avec le monde de l'entreprise sans endosser de responsabilités. Viennent ensuite les stages de découverte d'un secteur (stage « tertiaire », par exemple) ou d'une fonction (stage « action commerciale »). Le cursus se termine par un stage de fin d'études de trois mois, rampe de lancement pour l'emploi. *« Moi, je suis resté d'avril à juin dans une entreprise d'installation d'éoliennes qui m'a embauché tout de suite après »*, raconte Charlie Jeanne, resté en Basse-Normandie à la fin de ses études, comme une majorité de ses camarades de promotion.

Débouchés : des fonctions de terrain

Créées à l'initiative des chambres de commerce et d'industrie locales, les écoles de commerce en trois ans ont pour vocation de donner aux PME régionales les cadres moyens dont elles ont besoin. Ceux qui visent plus haut choisissent en général de continuer leurs études en école de commerce, mais dans des établissements plus prestigieux, où ils visent le master. *« Je savais que j'irais jusqu'au bac +5 avant même de rentrer à l'ACI, car je voulais faire du commerce international, témoigne Benjamin Leprince. Or, dans ce domaine-là, un bac +3 ne suffit pas. J'ai cherché à partir en VIE, mais je n'ai trouvé aucune offre. Maintenant que j'ai mon diplôme de Négosup, c'est beaucoup plus simple. »* Benjamin s'apprête d'ailleurs à s'envoler pour les Etats-Unis pendant vingt-quatre mois, pour y commercialiser une gamme de bouteilles de vin.

à lire

• **Bien choisir son école de commerce et sa filière d'économie-gestion à la fac**
de Philippe Mandry,
éditions *L'Etudiant*, 2007,
11,50 €.